



## **CONSEIL DE COMMUNAUTE VENDREDI 09 DÉCEMBRE 2022**

L'an deux mille vingt deux, le neuf décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

### **Présents**

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénaïc, BODENEZ Guillaume, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LE ROY Christine, NOWAK Carine

### **Secrétaire de séance**

CORRE Michel

### **Excusés**

GUILLORÉ Alexandra (pouvoir à LECLERC Patrick)  
POUPON Julien (pouvoir à QUENTRIC-BOWMAN Morgane)  
RIOU Michel (pouvoir à YVINEC Odile)  
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)  
CORNEC Elodie (pouvoir à BLANDIN Lénaïc)  
HERVOIR Stéphane (pouvoir à LANGUENOU Céline)  
LENUE Françoise (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)  
ROULLEAUX David (pouvoir à CORRE Michel)  
SOUN Véronique (pouvoir à TANGUY Anne)  
LEON Jean-Jacques (pouvoir à LE ROY Christine)

### **Absents**

BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, NICOLAS Angélique, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle

Conseil de Communauté du 9 décembre 2022  
 Délibération n°DCC2022\_177

<b>Objet</b>	<b>Autorisation de procéder aux dépenses 2023</b>
Rapporteur	Frédéric KERLAN
Service	Service Finances
Thème	Finances

Frédéric KERLAN donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

**Cette autorisation précise le montant et l'affectation des crédits.**

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme votée sur des exercices antérieurs, le Président peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme. Aussi, il est proposé à l'assemblée d'autoriser le Président, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2023 et jusqu'au vote du prochain budget, à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement non objet d'autorisations de programme dans la limite du quart des crédits ouverts au budget 2022, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

En 2023, il est programmé d'intégrer les budgets annexes Action économique et Moulin Mer au budget principal, d'où l'absence de nécessité de prévoir des autorisations de dépenses en 2023 sur ces budgets. Le montant et l'affectation des crédits correspondants se déclinent comme suit

**Les dépenses inscrites au budget 2022 hors emprunt et AP/CP**

Chapitre	Budget général	Budget Photovoltaïque	Budget Réseau de chaleur	Budget Eau DSP avant transfert
20	665 649.99 €	5 000.00 €	8 510.01 €	21 000.00 €
204	1 612 826.39 €			
21	2 147 901.40 €	15 675.00 €	17 080.81 €	179 000.00 €
23	1 942 140.96 €	79 688.55 €		
<b>Total</b>	<b>6 368 518.74 €</b>	<b>100 363.55 €</b>	<b>25 590.82 €</b>	<b>200 000.00 €</b>

**Autorisations de dépenses 2023 jusqu'au vote du BP 2023**

Chapitre	Budget général	Budget Photovoltaïque	Budget Réseau de chaleur	Budget Eau DSP avant transfert
20	166 000.00 €	1 000.00 €	2 000.00 €	5 000.00 €
204	403 000.00 €	- €	- €	- €
21	536 000.00 €	3 000.00 €	4 000.00 €	44 000.00 €
23	485 000.00 €	19 000.00 €	- €	- €
<b>Total</b>	<b>1 590 000.00 €</b>	<b>23 000.00 €</b>	<b>6 000.00 €</b>	<b>49 000.00 €</b>

L'équilibre de la section est réalisé via une réduction de l'emprunt de 826 k€, ce dernier passant ainsi de 1,149 M€ à 300 k€.

Ces montants sont appelés à évoluer en fonction de la décision modificative proposée au vote de la présente séance.

**DÉLIBÉRATION:**

Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,  
Vu l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
Considérant que l'adoption du prochain budget est programmée en février 2022,  
Considérant la nécessité pour l'exécutif de pouvoir engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement durant cette période de transition,  
Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 25 novembre 2022  
Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 15 novembre 2022

### **Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article unique: Autorise le président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement non inscrites en autorisations de programme, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget 2022, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, et ceci dès le 1<sup>er</sup> janvier 2023 et jusqu'au vote du prochain budget.**